Le gendarme hors la loi et les pompiers pyromanes

Ce n'est pas le titre d'une fable, mais une façon imagée de désigner les responsables de la sinistre guerre civile qui se déroule tout près de nous dans l'ex-Yougoslavie.

La première réaction, c'est l'horreur devant les images qui nous parviennent. Difficile, bien sûr, de faire la part de la manipulation utilisée systématiquement lors des conflits récents. On ne peut toutefois qu'être révolté devant le martyr des populations civiles. Elles ne peuvent être tenues pour responsables des fautes de leurs dirigeants, aussi ignobles ou tyranniques soient-ils. Bombardés ou fuyant devant les exactions, rationnés ou déplacés, ce sont toujours les civils les principales victimes. Les dirigeants restent bien à l'abri et attendent que le moment des négociations soit venu pour se serrer la main. Combien faudra-t-il de morts et de douleurs pour cela ? A l'heure où ces lignes sont écrites, il est impossible de le savoir. Ce sera toujours trop ! Les industriels occidentaux, eux, font leurs comptes. Le conflit devrait leur profiter (1)...

Prendre du recul n'est pas facile dans de telles circonstances. C'est pourtant indispensable. Comment parvenir sinon, comme nous y invite notre Charte de l'École moderne, « à faire de nos élèves des adultes conscients et responsables qui bâtiront un monde d'où seront proscrits la guerre, le racisme et toutes les formes de discrimination et d'exploitation de l'homme » ?

Quelle logique trouver aux événements auxquels nous assistons en simples spectateurs même si la France en est partie prenante ?

Quelques éléments éclairent la situation : Le premier est lié au rapport de force international. Les États-Unis d'Amérique reprennent peu à peu la place de gendarme du monde, abandonnée suite à leur échec vietnamien. Un gendarme bien particulier qui, selon les propres termes de M. William Clinton, défend ses intérêts partout dans le monde : « *Quand nos intérêts vitaux sont en cause, ou la volonté et la conscience de la communauté internationale, nous agirons. Par la diplomatie pacifique, quand*

c'est possible. Par la force, quand c'est nécessaire (2) ». Ce gendarme international utilise la caution de l'ONU s'il le peut (guerre du Golf), entraîne dans son sillage la seule Grande-Bretagne faute de mieux (bombardements sur l'Irak) ou réactive l'OTAN pour couvrir l'intervention au Kosovo si l'ONU est inutilisable (3). Il applique ainsi sa nouvelle doctrine : « *La force de l'OTAN c'est sa capacité à pouvoir agir d'elle-même. (...) Pourquoi devons-nous, Américains, toujours "y aller" et tout faire nous-mêmes ? (...) Nous nous félicitons du fait que les Européens soient en mesure de partager avec nous le poids de la défense (4)* ». Un gendarme qui, par contre, si ses intérêts ne sont pas immédiatement en jeu, se moque pertinemment des souffrances des populations (Mexique, Sierra Leone, Soudan, etc.) ou du non-respect des droits de peuples entiers (Kurdes, Palestiniens). Le plus grave, c'est le suivisme, le « social-conformisme » (5), de l'ensemble des gouvernements européens vis-à-vis des États-Unis !

Le deuxième élément nécessite un retour en arrière historique, même succinct (6). Sur fond de crise économique (7), dès 1989, les partis nationalistes apparaissent sur la scène politique de la Fédération yougoslave. Au prétexte qu'ils sont anticommunistes, ils vont recevoir aussitôt l'appui, y compris financier, des Occidentaux. Ces partis remporteront une nette victoire lors des élections. Les conditions sont alors remplies pour que la région s'embrase. La guerre entre Serbes et Croates ayant éclaté, l'Allemagne et le Vatican seront les premiers à reconnaître la Slovénie et la Croatie, deux « États » autoproclamés pourtant sur des bases ethniques ! Les autres pays européens en feront autant. Ce faisant, ils ouvraient la porte à la « serbisation » engagée par Slobodan Milosevic et la justifiaient. La paix de Dayton entérinera de nouvelles divisions ethniques : croates et musulmans d'un côté, serbes de l'autre. Au passage, les raids de l'OTAN avaient, à l'époque du siège de Sarajevo, déclenché l'offensive des Croates contre les Serbes. Ils furent 300 000 à être chassés,

des milliers de civils trouvant la mort à l'occasion (8). Après Dayton, 120 000 Serbes ont dû fuir les massacres commis par les milices musulmanes à Sarajevo. De fait, les interventions occidentales ont, depuis le début, donné raison aux dirigeants nationalistes tenants de la purification ethnique et les ont renforcés. Les dirigeants occidentaux s'indignent aujourd'hui en « découvrant » l'épuration ethnique programmée par Milosevic ou semblent surpris devant l'ampleur des déplacements de réfugiés. Ils ont soit la mémoire extrêmement courte soit une formidable dose d'hypocrisie, à moins qu'il s'agisse d'incompétence ou de cynisme ! De fait, ils jouent, depuis le début de l'éclatement de la Fédération yougoslave, aux pompiers pyromanes. Comment s'étonner si le feu n'en finit pas de prendre dans la région ?

Quelles qu'en soient les difficultés, la solution ne peut venir que d'une « *organisation du territoire et des institutions rejetant toute division sur base ethnique, religieuse ou historique (9)* ». Seul le respect des droits de tous les peuples, y compris minoritaires, dans le cadre d'un état de type nouveau, paraît susceptible, à terme, d'offrir une solution viable dans cette région comme dans de nombreuses autres.

Jean-Marie Fouquier

(1) Annie Khan, « *Des contrats pour les Occidentaux ?* », *Le Monde Économie*, 6 avril 1999.

(2) William Clinton, Discours d'entrée en fonction, 20 janvier 1993.

(3) Paul-Marie de La Gorce, « *L'Alliance atlantique, cadre de l'hégémonie américaine* », *Le Monde diplomatique*, n° 541, avril 1999.

(4) Madeleine Albright, *Le Monde*, 9 décembre 1998.

(5) Ignacio Ramonet, « *Social-conformisme* », *Le Monde diplomatique*, n° 541, avril 1999.

(6) Catherine Samary, « *Comment la Yougoslavie s'est désintégrée* », *Manière de voir*, n° 43, janvier-février 1999.

(7) Catherine Samary, « *La Course pour l'appropriation des territoires et des richesses n'est pas finie* », *Le Monde Économie*, 6 avril 1999.

(8) Giacomo Scotti, « *Operazione tempesta. La cacciata dei Serbi dalla Krajina nell'estate 1995* », Gaberetti Editore, Rome, 1997.

(9) Tommaso di Francesco, « *Quel statut pour le Kosovo ?* », *Manière de voir*, n° 43, janvier-février 1999.